



Aide en matière de justice communautaire au Canada : aperçu des programmes

mars 2024

Présenté par Éducation juridique communautaire Ontario / Community
Legal Education Ontario

Préparé par Julie Mathews, avec l'aide de David Wiseman et de Diana
Vazquez

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteure et ne représentent pas nécessairement celles du ministère de la Justice du Canada ou du gouvernement du Canada.



Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques, mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.

Nous vous demandons :

- de faire preuve de diligence raisonnable pour veiller à l'exactitude du matériel reproduit;
- d'indiquer le titre complet du matériel reproduit et le nom de l'organisation qui en est l'auteur;
- d'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.

La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites, sauf avec la permission écrite du ministère de la Justice du Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le ministère de la Justice du Canada à l'adresse suivante :

www.justice.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Justice et procureur général du Canada, 2024.

Aide en matière de justice communautaire au Canada : aperçu des programmes

J4-174/2024F-PDF
978-0-660-74368-4

Table of Contents

Contexte	4
Partie 1 : Aperçu ses programmes	4
1.0 Approche et méthodologie	4
1.1 Choix d'organismes et de programmes	4
1.2 Critères	6
2.0 L'aide en matière de justice communautaire au Canada : ce que nous avons observé....	8
2.1 Résumé	8
2.2 L'éventail des services	8
2.3 Services fournis : exemples	9
2.4 Le personnel des organismes : quelques exemples	13
2.5 Modalités de la prestation de services : quelques exemples	13
2.6 Partenariats et collaborations : quelques exemples.....	14
2.7 Associations et réseaux : quelques exemples	15
2.8 Autres formes de soutien aux organismes communautaires	15
Partie 2 : Conclusion	16
1. Des services essentiels d'accompagnement et de soutien	16
2. Valoriser et soutenir ce travail.....	17
Annexe 1 : Tableau des programmes d'aide en matière de justice communautaire	19
Annexe 2 : Exemples d'associations et de réseaux.....	36

Contexte

Au début de l'année 2024, le ministère de la Justice du Canada a demandé à Éducation juridique communautaire Ontario/Community Legal Education Ontario d'effectuer des recherches sur les programmes d'aide en matière de justice communautaire qui existent au Canada et d'en présenter un échantillon sous forme de tableau.

De plus en plus d'études portent sur le rôle essentiel joué par les organismes communautaires à but non lucratif pour aider les personnes qui s'adressent à eux pour des problèmes qui peuvent être liés au droit. Ces organismes non juridiques fournissent une aide qui est indépendante du système de justice officiel, et leur rôle n'est souvent pas compris ni soutenu par les institutions qui font partie de ce système, même s'il existe souvent des liens et des formes de collaboration entre les personnes et les organismes des secteurs de la justice officiel et non officiel.

Le présent projet a pour but d'améliorer la connaissance et la compréhension de ce type d'aide — que nous appelons « aide en matière de justice communautaire » — qui est offerte à la population dans les collectivités du Canada. Il porte principalement sur les organismes et les services d'aide communautaire qui s'adressent aux personnes à faible revenu. Le deuxième objectif du projet est d'effectuer le travail préparatoire à la création d'un réseau national ou d'un groupe de travail pour mettre en contact les différents intervenants et soutenir les services offerts.

Pour les besoins du projet, on entend par « aide en matière de justice communautaire » le soutien et l'assistance fournis par les organismes communautaires à but non lucratif et le personnel non juriste de ces organismes, vers lesquels les personnes qui ont des problèmes d'ordre juridique se tournent souvent pour obtenir de l'aide.

Partie 1 : Aperçu ses programmes

1.0 Approche et méthodologie

1.1 Choix d'organismes et de programmes

Dans le cadre du présent projet, nous avons choisi et décrit un éventail d'organismes canadiens qui offrent de l'aide en matière de justice communautaire par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs de leurs projets ou programmes. Les organismes sont mentionnés à l'annexe 1.

Les organismes mentionnés dans le tableau ne constituent qu'un petit échantillon des organismes qui, d'après leur site Web, offrent de l'aide relativement à des problèmes de droit ou à des processus liés au droit. En fait, les secteurs examinés et les organismes mentionnés ne représentent qu'un très petit sous-ensemble des milliers d'organismes communautaires à but non lucratif du Canada, et d'organismes intermédiaires de confiance semblables, où des personnes qui ne sont pas des professionnels du droit offrent une certaine forme d'aide liée au droit¹. Par exemple, les organismes peuvent aiguiller les personnes vers des fournisseurs de

¹ Pour en savoir plus sur les secteurs et les organismes qui, au Canada, fournissent une aide en matière de justice communautaire, voir le document [Changement de paradigme : Exploration des possibilités liées à l'aide en matière de justice communautaire](#).

services juridiques (avocats, parajuristes, aide juridique, cliniques juridiques), donner des renseignements juridiques généraux, accompagner des personnes à des réunions avec des avocats ou au tribunal, aider les clients à s'y retrouver dans les différents systèmes et pendant les procédures, examiner les options et les stratégies possibles, rédiger des lettres et remplir des formulaires. En plus des secteurs dont il est question dans le présent rapport, d'autres secteurs offrent des services dans le domaine :

- les programmes communautaires en santé mentale,
- les bibliothèques publiques et les centres d'information communautaires,²
- les centres alimentaires communautaires et les banques alimentaires,
- les établissements de santé et les professionnels de la santé (médecins, infirmières, infirmières praticiennes)³
- les institutions confessionnelles (par exemple, les églises, les synagogues, les mosquées) et leurs dirigeants,
- les bureaux des conseillers municipaux, des députés provinciaux et des députés fédéraux.

Les organismes mentionnés montrent l'étendue et la diversité de l'aide fournie en matière de justice communautaire dans l'ensemble du pays. L'énumération des organismes dans le tableau vise à donner un aperçu de cette étendue et de cette diversité; il ne s'agit pas d'un catalogue exhaustif ni d'un échantillon parfaitement représentatif.

Il convient de préciser d'emblée que ces organismes n'utilisent pas l'expression « aide en matière de justice communautaire » pour désigner leurs services de soutien en matière de droit, et que nombre d'entre eux ne décrivent pas ces derniers comme étant de l'aide juridique — et encore moins des conseils ou des services juridiques, ce qui pourrait attirer l'attention des autorités de réglementation du secteur juridique. En général, ils décrivent plutôt l'aide qu'ils offrent en fonction des services recherchés par leurs clients — par exemple, « aide aux victimes de violence entre partenaires intimes », « aide à l'établissement », « aide au logement » ou « aide à l'emploi ».

Néanmoins, des questions de droit et des démarches de nature juridique sont souvent entremêlées aux problèmes des clients et à leurs besoins. Les victimes de violence entre partenaires intimes ont souvent besoin de planifier leur sécurité et d'obtenir des ordonnances de protection; l'aide à l'établissement comprend souvent une assistance pour l'obtention d'un permis de travail, le regroupement familial, les visas et les demandes de résidence permanente, etc.; le soutien en matière de logement porte souvent sur les questions relatives aux

² Les bibliothèques publiques constituent des centres d'information importants dans les collectivités. Partout au Canada, les bibliothèques publiques reçoivent des bibliothécaires juridiques et des professionnels du droit qui offrent leur expertise, et des initiatives ont été lancées dans certaines provinces pour soutenir leur travail. (Voir le programme [Law Matters](#), dont il est question plus loin dans le présent rapport, et le projet [Saskatchewan Access to Legal Information Project](#).) Notre tableau ne mentionne aucune bibliothèque publique ni aucun service d'information communautaire, car nous n'avons trouvé aucun site Web qui fasse état de l'aide en matière de droit apportée par le personnel des bibliothèques publiques, l'un des critères que nous avons utilisés pour l'inclusion dans le tableau.

³ Le mouvement des partenariats santé-justice se développe au Canada et ailleurs; voir les ressources et les recherches répertoriées [ici](#). Ces partenariats visent généralement à former les professionnels de la santé qui fournissent des soins de première ligne afin qu'ils puissent cerner les problèmes juridiques que peuvent vivre leurs patients et les orienter facilement et de manière appropriée vers des professionnels du droit. Certains partenariats permettent d'affecter un avocat ou un parajuriste à un établissement de soins de santé, comme c'est le cas dans le cadre de l'initiative [Pro Bono Ontario](#) au Sick Kids Hospital à Toronto; d'autres consistent en [un partenariat entre un établissement de santé et un ou plusieurs fournisseurs de services juridiques](#).

augmentations de loyer, aux réparations et à l'entretien, ainsi qu'à l'éviction; et l'aide à l'emploi peut consister en une assistance pour obtenir de l'assurance-emploi ou chercher à obtenir une rémunération appropriée de la part des employeurs.

L'objectif était de recenser de 25 à 30 organismes représentatifs des divers organismes issus de plusieurs secteurs communautaires. Il était évident dès le départ que, compte tenu du nombre d'organismes qui œuvrent dans ces secteurs au Canada, il fallait les recenser, au moins dans un premier temps, au moyen d'une stratégie de recherche ciblée.

Nous avons commencé par examiner les fonds récemment alloués par le ministère de la Justice du Canada, notamment sur les plans de la lutte contre le harcèlement sexuel au travail, de la violence entre partenaires intimes, des agressions sexuelles et des besoins juridiques des communautés racialisées. Nous avons passé en revue la liste des organismes et des initiatives ayant obtenu des fonds afin de recenser un certain nombre d'organismes communautaires.

Nous avons demandé aux membres de l'Association canadienne d'éducation et d'information juridique — une association composée d'organismes qui, souvent, soutiennent des organismes non juridiques à but non lucratif dans leur province ou territoire et travaillent avec eux — de nous proposer des organismes susceptibles de répondre à nos critères (énoncés ci-dessous). Nous avons reçu beaucoup de suggestions, dont certaines ont été retenues.

Les deux méthodes ont permis de dresser une longue liste d'organismes à but non lucratif. Nous avons examiné la liste initiale en tenant compte des lacunes — par secteur, par public ou par région — et avons poursuivi nos recherches en ligne afin de trouver d'autres organismes qui contribuent à combler ces lacunes. Nous avons examiné les sites Web des organismes pour confirmer que ces derniers répondaient aux critères d'inclusion (ci-dessous) dans le tableau. Le cas échéant, nous avons utilisé leurs sites Web pour obtenir les renseignements nécessaires à l'élaboration du tableau⁴.

1.2 Critères

Nous avons utilisé quatre critères pour choisir les organismes.

1. Organismes communautaires non juridiques

- Organismes communautaires à but non lucratif auxquels les gens s'adressent pour obtenir de l'aide en cas de problèmes ou dans certaines situations (par exemple, en matière d'établissement, de logement, d'emploi). Il ne s'agit pas d'organismes auxquels les gens s'adressent expressément pour obtenir des services juridiques (conseils juridiques et représentation par un professionnel du droit agréé) ni d'organismes non juridiques qui ont une clinique d'aide juridique sur place.
- Les organismes communautaires qui décrivent leurs services principalement comme étant des services sociaux ou communautaires, même si ces services peuvent être liés au droit — par exemple, les services d'aide à l'établissement ou le soutien aux femmes victimes de violence.

⁴ Bien que nous ayons pris des mesures pour confirmer que les organismes sélectionnés sont actuellement en activité, nous n'avons pas vérifié l'exactitude des renseignements fournis sur leurs sites Web.

- Les organismes où les services de soutien liés au droit sont fournis par des personnes qui ne sont pas des professionnels du droit agréé et qui ne se concentrent généralement pas exclusivement sur la dimension juridique des problèmes.
2. Prestation de services personnalisés de première ligne
- Programmes qui fournissent un soutien et une assistance personnalisés aux membres de leur collectivité, en personne, par téléphone ou par courriel — ou, dans de nombreux cas, en utilisant plusieurs de ces méthodes.
 - Les organismes qui, d'après leur site Web, ne fournissent pas de services personnalisés n'ont pas été retenus, même s'ils offrent des services en matière d'éducation ou de formation, des services communautaires, de développement professionnel, de soutien professionnel ou de la création de réseaux, ou d'autres types de soutien de groupe ou de soutien collectif.
3. Renseignements suffisants sur les sites Web

Les organismes devaient disposer d'un site Web qui offre des renseignements sur leurs services suffisamment élaborés pour donner une idée des services liés au droit qu'ils fournissent (il s'agissait d'une question de jugement). Les organismes dont les ressources sont limitées n'ont pas été recensés, car ils n'ont pas la capacité de maintenir un site Web qui offre des renseignements de fond sur leurs services, même si plusieurs de ces petits organismes communautaires fournissent des services essentiels à des clientèles difficiles à rejoindre.

4. Des organismes divers

L'un des principaux objectifs du projet est de donner une idée de l'étendue de l'aide offerte dans divers secteurs de services communautaires au Canada. Nous avons retenu des organismes qui œuvrent dans les secteurs suivants :

- centres communautaires
- santé
- aide au logement
- services aux Autochtones
- violence entre partenaires intimes
- établissement
- droits des travailleurs
- autres services adaptés aux besoins communautaires.

Ont également été retenus :

- des organismes qui offrent des services à divers groupes, tels les jeunes, les communautés 2SLGBTQIPA+, les communautés racialisées, les peuples autochtones et d'autres communautés;
- au moins deux exemples d'organismes par secteur, et au moins un pour chaque province et territoire.

2.0 L'aide en matière de justice communautaire au Canada : ce que nous avons observé

2.1 Résumé

Le tableau comprend de brèves descriptions de 30 organismes canadiens, dont au moins un pour chaque province et territoire.

Chacun des 30 organismes a été classé dans l'un des huit secteurs. Le huitième secteur de la liste ci-dessous (« organismes spécialisés ») comprend six organismes qui offrent des services à des groupes ciblés non répertoriés ailleurs. En fait, tous les organismes mentionnés dans le tableau offrent leurs services soit à une communauté en particulier, soit à plusieurs communautés. Il convient de souligner que de nombreux organismes devraient faire partie de plusieurs catégories — par exemple, nombreux sont ceux qui fournissent une aide au logement, une assistance en cas de violence entre partenaires intimes et des services d'aide à l'établissement.

Les organismes ont été répartis dans les secteurs suivants :

- cinq centres communautaires
- deux organismes dans le domaine de la santé
- deux organismes d'aide au logement
- deux organismes de services aux Autochtones,
- cinq organismes de lutte contre la violence entre partenaires intimes,
- cinq organismes d'aide à l'établissement, trois organismes de défense des droits des travailleurs
- organismes (un par secteur) qui offrent des services aux communautés suivantes :
 - adultes et jeunes touchés par la criminalisation
 - femmes et personnes de diverses identités de genre touchées par la criminalisation des jeunes
 - 2SLGBTQIPA+
 - personnes à faible revenu,
 - travailleurs du sexe

2.2 L'éventail des services

Les gens font souvent appel à des organismes locaux à but non lucratif qu'ils connaissent et auxquels ils font confiance pour les aider à obtenir une aide au revenu ou à l'emploi, à trouver un logement ou à rester dans leur maison, à travailler et à vivre au Canada, ainsi que pour obtenir d'autres formes d'aide. Les types de besoins sont décrits en ces termes dans le tableau — par exemple, « aide au logement » ou « aide aux victimes de violence entre partenaires intimes » — afin de correspondre à la façon dont un client ou son intervenant communautaire décrirait le problème ou le type de service.

Les organismes qui aident des membres de la communauté à répondre à leurs besoins ou à trouver des solutions à leurs problèmes le font en fournissant une gamme de services⁵. Les services ne sont pas facilement ou systématiquement définis : ils sont décrits comme étant des

⁵ Dans le présent rapport, les termes « membres de la communauté » et « clients » sont utilisés de manière interchangeable.

services communautaires, des services sociaux, des services de santé, des services d'établissement et/ou des services d'information et d'orientation — mais pas comme étant des services juridiques, à moins qu'ils ne soient fournis par un professionnel du droit agréé⁶.

Quel que soit le cadre, les sites Web de nombreux organismes mentionnent que ceux-ci :

- i) donnent des renseignements sur les droits des clients et les ressources qui s'offrent à eux et orientent ces derniers vers d'autres services
- ii) aident les clients à s'orienter dans les systèmes et relativement aux démarches à suivre
- iii) offrent des services de conseil et/ou de défense des droits des clients
- iv) aident les clients à comprendre et à remplir les formulaires et les documents
- v) aident les clients à comprendre le processus judiciaire et à s'y préparer
- vi) accompagnent les clients au tribunal ou à des rendez-vous juridiques
- vii) jouent un rôle d'intermédiaire avec d'autres services communautaires, gouvernementaux ou juridiques

Les organismes qui entrent dans chacune de ces catégories proposent un large éventail de services d'aide et de nombreux services peuvent être classés dans plusieurs catégories. Par exemple, « aider [les clients] à comprendre la procédure judiciaire et à se préparer à comparaître » v) ci-dessus) peut être considéré comme étant un sous-ensemble de « les aider à s'y retrouver dans les différents systèmes et pendant les procédures » ii) ci-dessus). Malgré ces chevauchements et ces flous occasionnels, les sept catégories ont été utilisées pour structurer l'analyse ci-dessous.

2.3 Services fournis : exemples

2.3.1 Renseignements sur les droits et les ressources et orientation vers d'autres services

De nombreux organismes mentionnent sur leur site Web qu'ils fournissent des renseignements et du soutien à leurs clients ou orientent ces derniers afin qu'ils obtiennent de l'aide relativement à des questions de droit qui touchent leurs communautés, notamment en matière d'aide au logement et à l'emploi, qu'ils fournissent des renseignements aux femmes victimes de violence de la part de leur partenaire intime et aident leurs clients à obtenir de l'aide au revenu et d'autres prestations. Presque tous les organismes fournissent des renseignements et du soutien sur plusieurs questions connexes, même s'ils sont spécialistes d'une ou deux questions seulement.

- Par exemple, l'organisme [Mosaic](#), à Vancouver, offre des services d'orientation en matière d'accès aux soins de santé, d'aide juridique et d'aide au revenu, ainsi que des renseignements pour les demandeurs d'asile et des ateliers sur des sujets tels le Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI), le Medical Services Plan (MSP), les droits des locataires, etc.
- L'organisme [Access Alliance Multicultural Health and Community Services](#), à Toronto, offre à ses clients des renseignements sur leurs droits et les prestations qu'ils peuvent toucher ainsi que sur les systèmes canadiens, tels ceux se rapportant aux soins de santé, au logement, aux finances, aux droits civils et aux services de police.

⁶ Les organismes de services juridiques n'étaient pas visés par le projet.

- L'organisme [Unemployed Workers Help Centre](#), à Saskatoon, offre des renseignements sur l'assurance-emploi, oriente ses clients vers des services communautaires et gouvernementaux et communique avec Service Canada pour aider les travailleurs à formuler des questions ou à présenter ou finir de remplir une demande.
- L'organisme [Victoria Faulkner Women's Centre](#), à Whitehorse, aide les femmes à obtenir les renseignements nécessaires pour prendre des décisions éclairées et oriente ses clients vers des services et des ressources.
- L'organisme [Federation of Metro Tenants' Associations](#), à Toronto, fournit, au moyen de sa ligne d'assistance téléphonique, des renseignements sur les droits que la loi reconnaît aux locataires.

2.3.2 Aider les clients à s'y retrouver dans les systèmes en place et les démarches à suivre

De nombreux sites décrivent leurs services comme étant une aide à s'y retrouver dans les systèmes en place ou les démarches à suivre. Il peut s'agir d'aider les clients à s'y retrouver dans de nombreux types de systèmes et de démarches, par exemple, les aider à formuler une demande de prestations, de permis de travail ou de permis d'études et voir à ce qu'ils aient bien compris les démarches à suivre.

- Par exemple, l'[Armée du Salut](#), à Yellowknife, décrit ainsi ses services d'aide : aide au logement, au revenu et à l'emploi; aide à l'obtention de documents d'identité; aide pour remplir des formulaires.
- Le [Conseil des Premières Nations du Yukon](#), à Whitehorse, offre aux personnes accusées d'actes criminels un programme de justice qui comprend des services d'assistance parajudiciaire pour les Autochtones. Les services du programme de justice visent notamment à faciliter la communication entre les membres de Premières Nations et le système de justice pénale et à les aider à comprendre certains documents.
- Le [Centre mennonite d'Edmonton pour les nouveaux arrivants](#) aide les nouveaux arrivants à s'y retrouver dans les systèmes complexes, notamment en ce qui concerne le logement, l'aide au revenu et les services financiers.
- L'organisme [The Link](#), à Winnipeg, offre aux jeunes qui sont vulnérables de l'aide pour obtenir les services dont ils ont besoin.
- L'organisme [Adsum for Women and Children](#), à Halifax, aide les femmes et les familles à s'y retrouver dans les systèmes de justice pénale, d'immigration et de protection de l'enfance, ainsi que dans les réseaux de services communautaires.

2.3.3 Prestation de conseils et/ou défense des droits

Certains sites Web d'organismes mentionnent la « défense des droits » et/ou la prestation de « conseils » parmi leurs services. Dans le contexte du mandat et des services des organismes, la défense des droits est interprétée comme faisant référence aux efforts déployés pour aider les clients à atteindre leurs objectifs — par exemple, louer un appartement ou élaborer un plan de sécurité — plutôt qu'à la défense des droits dans un cadre judiciaire formel.

- Par exemple, le [YWCA Agvik](#), à Iqaluit, offre des services de défense des droits et des renseignements aux femmes qui ont été victimes de violence conjugale.

- L'organisme [Kataujag Society](#), à Rankin Inlet, fournit des conseils à ses clients, défend les droits de ces derniers et les aide à planifier leur sécurité; elle sert également d'intermédiaire en matière d'aide aux femmes et aux enfants du Nord victimes de violence familiale.
- Le [Centre de ressources et de crises familiales Beauséjour](#), à Shediac (Nouveau-Brunswick ; N.-B.), offre des services de counseling aux victimes de violence familiale et à leurs enfants et les aide à obtenir des ordonnances d'intervention d'urgence.
- L'organisme [Muslim Resource Centre for Social Support and Integration](#), à London (Ontario ; Ont.), offre un soutien et des conseils adaptés à la culture, y compris une aide à la planification de la sécurité pour les victimes de violence familiale.

2.3.4 Aider les clients à remplir des formulaires et des documents

De nombreux organismes mentionnent sur leur site qu'ils aident leurs clients à préparer ou à remplir des documents ou des formulaires. Les sites font souvent référence aux formulaires de demande d'aide au revenu ou d'autres prestations, ainsi qu'aux documents et aux formulaires que de nombreux nouveaux arrivants doivent remplir (par exemple, les demandes de permis de travail ou de permis d'études ou les demandes de résidence permanente ou de citoyenneté).

- Par exemple, l'organisme [Immigration and Refugee Services Association](#), à Charlottetown, aide ses clients à demander et à obtenir des documents canadiens essentiels, y compris ceux relatifs à l'immigration et au statut de réfugié, à l'emploi et au logement.
- Le [Centre d'appui aux communautés immigrantes](#), à Montréal, aide les nouveaux immigrants et les réfugiés à demander la citoyenneté ou le parrainage et à obtenir un numéro d'assurance sociale et une carte d'assurance-maladie.
- L'organisme [Romero House](#), à Toronto, aide ses clients à remplir les formulaires de permis de travail et d'études, ainsi que les demandes de résidence permanente, les documents de citoyenneté et les documents de voyage pour les réfugiés.
- L'organisme [SEED](#), à Winnipeg, aide ses clients à obtenir des prestations; il les aide notamment à demander des documents d'identité, à produire des déclarations de revenus et à ouvrir un compte bancaire.
- Le [Mouvement Action Chômage de Québec](#), à Québec, aide ses clients à préparer leurs demandes d'assurance-emploi et d'autres prestations.
- L'organisme [Northern Mosaic Network](#), à Yellowknife, aide ses clients à remplir les formulaires de changement de nom et de changement du genre indiqué.
- Le [Centre de ressources pour les travailleurs](#), à Calgary, aide les travailleurs à demander des prestations et à déposer des plaintes auprès de divers organismes de réglementation, ainsi qu'à obtenir des prestations et à faire valoir leurs droits.

2.3.5 Aider les clients à comprendre la procédure judiciaire et à se préparer à une comparution

De nombreux organismes aident les gens à comprendre le fonctionnement des tribunaux et à se préparer à une comparution.

- Par exemple, l'organisme [Archway Society for Domestic Peace](#), à Vernon (Colombie-Britannique ; C.-B.), aide ses clients à comprendre le processus judiciaire et elle offre des séances d'orientation et de préparation relative aux tribunaux.

- L'organisme [Edmonton John Howard Society](#) fournit à ses clients des renseignements et une orientation sur les tribunaux où se déroulent les poursuites pénales et les aide à se préparer à une comparution.
- L'organisme [Stepping Stone](#), à Dartmouth (Nouvelle-Écosse ; N.-É.), offre de l'aide juridique aux travailleuses/travailleurs du sexe en les aidant à comprendre les accusations portées contre eux ainsi que leurs droits et les options qui s'offrent à eux, de même que les exigences du système de justice.
- L'organisme [Elizabeth Fry New Brunswick](#), à Saint-Jean, aide les femmes touchées par la criminalisation à s'y retrouver dans les systèmes de justice pénale, familiale et civile dans le cadre d'un programme qui repose sur le bénévolat et qui offre du soutien pendant les procédures judiciaires.

2.3.6 Accompagner les personnes au tribunal ou à des rendez-vous juridiques

Le site Web de plusieurs des organismes mentionnés dans le tableau indique que l'accompagnement — au tribunal ou à des rendez-vous juridiques — est l'un des services qu'ils offrent.

- Le [Centre communautaire des femmes sud-asiatiques](#), à Montréal, offre aux femmes victimes de violence entre partenaires intimes des services d'accompagnement aux rendez-vous avec des professionnels du droit.
- L'organisme [Black Coalition for AIDS Prevention](#), à Toronto, accompagne des membres de la communauté à des rendez-vous.
- L'organisme [PEI Family Violence Prevention Services](#) offre des services d'accompagnement au tribunal ou à d'autres rendez-vous.
- L'organisme [Archway Society for Domestic Peace](#), à Vernon (C.-B.), offre des services d'accompagnement au tribunal et de mises à jour sur les procédures.
- L'organisme [Edmonton John Howard Society](#) offre des services d'accompagnement au tribunal.

2.3.7 Agir en tant qu'intermédiaire dans les communications avec d'autres services communautaires, gouvernementaux ou juridiques

De nombreux organismes indiquent sur leur site Web qu'ils jouent un rôle d'intermédiaire relativement à d'autres organismes ou institutions communautaires, gouvernementaux ou juridiques. Ce rôle est assez courant pour les organismes communautaires, mais il constitue néanmoins un aspect important des services intégrés qu'ils fournissent.

- Par exemple, le personnel du [Centre communautaire des femmes sud-asiatiques](#), à Montréal, offre des services d'intermédiaire auprès d'autres organismes, tels l'aide juridique, les écoles, l'aide sociale, la protection de la jeunesse et les refuges.
- L'organisme [Immigrant and Refugee Services Association](#), à Charlottetown, fournit des services d'intermédiaire et de soutien pour les gens qui veulent s'inscrire à des programmes gouvernementaux, renouveler des permis et corriger des renseignements dans leur dossier.

2.4 Le personnel des organismes : quelques exemples

Le personnel ou l'équipe qui fournit les services varie d'un organisme à l'autre. De nombreux organismes décrivent leur personnel sur leur site Web en tant que travailleurs sociaux, travailleurs des services d'aide à l'établissement ou au logement, travailleurs des services de proximité et conseillers en emploi. Le site Web de certains organismes fournit des titres de postes un peu plus précis.

- Le personnel de l'organisme [Edmonton John Howard Society](#) comprend des travailleurs de soutien dans le domaine de la justice et des assistants parajudiciaires spécialisés dans la violence conjugale.
- L'organisme [Stella's Circle](#), à St. John's, emploie des agents d'aide au logement, des gestionnaires de cas et des spécialistes des relations avec les locataires.
- Le personnel de l'organisme [Immigrant and Refugee Services Association](#), à Charlottetown, comprend des agents d'intégration des immigrants, des spécialistes en matière d'emploi, un coordonnateur des services d'information et un coordonnateur du logement.
- L'organisme [Sacred Wolf Friendship Centre](#), à Port Hardy (C.-B.), compte un spécialiste de la défense des droits des personnes pauvres, un coordonnateur en matière d'emploi, d'habiletés fondamentales et de formation, un accompagnateur en matière de bien-être familial et un coordonnateur du développement des enfants et de la famille.

Bien que le site Web de la plupart des organismes ne donne pas de précisions sur la formation ou l'accréditation qu'ils exigent de leur personnel, nous constatons que les universités et les établissements d'enseignement supérieur proposent des diplômes en travail social et en travail d'aide à l'intégration et que la profession de travailleur social est [réglementée au Canada](#).

2.5 Modalités de la prestation de services : quelques exemples

La plupart des organismes donnent peu de renseignements sur la formation exigée du personnel qui aide les clients, sur la formation qu'ils donnent à leur personnel, sur l'utilisation d'un mécanisme de supervision ou de contrôle (ou la possibilité pour un membre du personnel de consulter un expert externe en cas de besoin) ou sur l'existence de normes ou de régimes d'accréditation qui favorisent la prestation de services de grande qualité.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que les organismes n'offrent pas la formation ou la supervision nécessaires, que les membres de leur personnel n'ont pas l'expertise voulue ou que ces derniers n'ont pas de normes à respecter. Il est plutôt probable que les organismes estiment que de tels renseignements sont essentiellement internes et qu'il ne s'agit donc pas de renseignements que les membres du public, notamment ceux de la communauté, chercheraient à obtenir en consultant leur site Web. Par conséquent, de tels renseignements ne sont pas publiés sur bon nombre de sites Web d'organismes⁷.

⁷ Nous faisons remarquer qu'une [étude qualitative](#) de « l'aide en matière de justice communautaire » publiée par CLEO en juin 2020 a porté sur les cadres de formation, de surveillance et d'assurance qualité en place au sein de plusieurs organismes communautaires en Ontario et en Colombie-Britannique.

La colonne du tableau intitulée « Autres remarques » indique que de nombreux organismes disposent de structures de soutien et de mécanismes de reddition de comptes qui favorisent la prestation de services de bonne qualité⁸.

- Presque tous les sites Web des organismes mentionnent que ces derniers sont supervisés par un conseil d'administration, qui définit le plan stratégique de l'organisme et veille à ce que des politiques et des pratiques adéquates soient mises en place pour réaliser ce plan. Les membres des conseils d'administration des organismes communautaires à but non lucratif sont généralement des bénévoles (une exigence de l'ARC relative aux organismes de bienfaisance) et des représentants de la communauté, et ils rendent des comptes à la fois aux membres de la communauté et aux bailleurs de fonds.
- Le site Web de l'organisme [Romero House](#) comprend différentes politiques, y compris un code de conduite et une procédure relative à la dénonciation et aux plaintes.
- Le [Centre des nouveaux arrivants mennonite d'Edmonton](#) publie sur son site Web ses valeurs et ses engagements en matière de service.

L'obtention de fonds provenant de ministères et d'autres organismes de financement, telles des fondations juridiques, impose également certaines exigences en matière de reddition de comptes. La plupart des organismes mentionnent sur leur site Web qu'ils reçoivent des fonds d'une administration municipale, du gouvernement de la province ou du gouvernement du Canada — ou de deux, voire des trois ordres de gouvernement. Les administrations publiques et les organismes qui relèvent de celles-ci, ainsi que les autres principaux bailleurs de fonds des organismes à but non lucratif, exigent des bénéficiaires qu'ils soumettent des demandes de financement et des rapports financiers et d'autres types de rapport. Les bailleurs de fonds veulent financer des services de bonne qualité qui profitent aux membres du public et ne présentent pas de risque de préjudice.

Enfin, de nombreux organismes participent à des systèmes de normes volontaires ou d'accréditation qui favorisent la qualité des services⁹. Il convient de souligner que les petits organismes aux capacités limitées peuvent avoir de la difficulté à obtenir une accréditation, même si celle-ci est simple à obtenir, s'ils ne disposent pas de fonds à cet égard.

- Le site Web de l'organisme [Access Alliance Multicultural Health and Community Services](#) comprend une section sur la responsabilité et mentionne que l'organisme est agréé par le Centre canadien de l'agrément.
- Le site Web de l'organisme [Mosaic](#) mentionne que ce dernier est agréé par la Commission on Accreditation of Rehabilitation Facilities.

2.6 Partenariats et collaborations : quelques exemples

La colonne du tableau intitulée « Autres remarques » mentionne les partenariats et activités de collaboration importants auxquels plusieurs organismes participent.

- Le [Centre de ressources et de crises familiales Beauséjour](#), à Shediac (N.-B.), travaille en collaboration avec d'autres partenaires communautaires et gouvernementaux au

⁸ L'absence de renseignements de ce type sur les sites Web des organismes ne permet pas de conclure le contraire.

⁹ Comme il a été mentionné plus haut, des régimes réglementaires s'appliquent également à certaines professions, notamment aux travailleurs sociaux.

« Centre Courage » afin d'offrir des services multidisciplinaires sous un seul et même toit.

- L'organisme [Unemployed Workers Help Centre](#), à Saskatoon (Sask.), travaille en partenariat avec le guichet d'emploi du gouvernement de la Saskatchewan (Sask Jobs Career Services).

En effet, les organismes communautaires, de par leur nature même, entretiennent des relations et collaborent, dans le cadre de diverses formes de partenariats (officiels ou non) au sein de la communauté, avec d'autres organismes communautaires, d'autres intermédiaires et fournisseurs de services de confiance, notamment les établissements confessionnels et les fournisseurs de soins de santé, et divers organismes et bureaux gouvernementaux. Entre autres avantages, ces relations leur permettent de mettre leurs clients en contact avec d'autres fournisseurs de services et experts de leur milieu.

2.7 Associations et réseaux : quelques exemples

Bien qu'il n'en soit pas fait mention sur la plupart de leurs sites Web, le travail des organismes qui fournissent une aide en matière de justice communautaire est également soutenu par leur adhésion et leur participation à des associations et à des réseaux. Ces réseaux peuvent être locaux, régionaux, provinciaux ou territoriaux, ou nationaux. Par exemple :

- L'organisme [Mosaic](#), à Vancouver, est membre du Fraser Valley Multi-Agency Partnership.
- L'organisme [Romero House](#), à Toronto, est membre de l'Ontario Coalition of Service Providers for Refugee Claimants.

Ces associations et réseaux permettent aux organismes communautaires d'entrer en contact avec des organismes ou des initiatives similaires et d'en tirer des enseignements. Les réseaux et les associations jouent un rôle de renforcement des capacités pour leurs membres ou les organismes qu'ils soutiennent. Ils peuvent proposer des formations, organiser des événements de formation, jouer un rôle de défenseur des intérêts de leurs membres, recueillir et communiquer les pratiques exemplaires ou définir des normes de service, et apporter du soutien sous d'autres formes. Ils assurent ou soutiennent souvent le développement professionnel et le renforcement des compétences du personnel du secteur. De nombreux organismes communautaires, voire la quasi-totalité d'entre eux, font partie de réseaux et d'associations.

Des exemples d'associations et de réseaux qui soutiennent le type de travail accompli par de nombreux organismes mentionnés dans le tableau sont présentés à l'annexe 2.

2.8 Autres formes de soutien aux organismes communautaires

D'autres initiatives sont en place dans certaines régions du pays pour soutenir les organismes qui offrent une aide en matière de justice communautaire.

- Les organismes à but non lucratif du Canada dont le seul mandat est d'éduquer et de renseigner le public sur le droit — appelés organismes de « vulgarisation et d'information juridiques » (VIJ) — offrent de la formation et des ressources sur le droit et font profiter de leur expertise les organismes qui fournissent de l'aide en matière de justice communautaire. Une association nationale — l'[Association canadienne](#)

[d'éducation et d'information juridique](#) — soutient ces organismes de VIJ et d'autres organismes semblables.

- La Law Foundation of British Columbia (LFBC) parraine et finance les activités de défenseurs des droits des personnes défavorisées et des droits de personnes vulnérables dans le domaine du droit de la famille, à savoir des intervenants non juristes qui travaillent au sein d'organismes communautaires, afin d'aider les membres de la communauté. La LFBC [fournit des ressources et des formations périodiques](#) à ces intervenants.
- L'initiative [Law Matters](#) est une initiative provinciale gérée par Courthouse Libraries BC. Cette initiative fournit aux bibliothèques publiques de toute la province des formations et des ressources, dont un soutien relativement à leurs collections de références juridiques. L'initiative Law Matters tient compte du fait que les membres du public se rendent souvent dans les bibliothèques lorsqu'ils ont un problème, notamment d'ordre juridique, et qu'ils ont besoin de renseignements.

Partie 2 : Conclusion

1. Des services essentiels d'accompagnement et de soutien

Les renseignements présentés dans le tableau donnent un aperçu ciblé de l'éventail de l'aide et des services fournis par les organismes à but non lucratif qui œuvrent sur le terrain auprès de la population du Canada. Ces organismes soutiennent les personnes qui cherchent un logement, de l'aide au revenu, un plan de sécurité, un permis ou un statut pour vivre et travailler ou étudier au Canada, ou qui ont d'autres besoins. Ils aident les membres de la communauté qui sont confrontés à des défis ou à des problèmes dans ces domaines — par exemple, lorsqu'ils sont menacés d'expulsion, lorsque leur demande d'assurance-emploi a été refusée ou lorsque le processus de demande d'un permis de travail est complexe.

Quel que soit le secteur dans lequel ils travaillent ou les communautés particulières auxquelles ils s'adressent, la plupart des organismes mentionnés dans le tableau fournissent de l'aide dans plusieurs domaines. Fait à noter, la plupart des organismes offrent une aide au logement et à l'accès à l'aide au revenu ou à d'autres prestations. Il n'y a là rien de surprenant, car il s'agit de besoins courants des personnes à faible revenu qui se tournent vers les organismes communautaires pour obtenir de l'aide.

Une autre façon d'envisager l'aide fournie par les organismes mentionnés dans le tableau est la nature « enveloppante » ou globale de leurs services. L'aide offerte ne concerne pas seulement une question ou un domaine, mais répond plutôt à la situation particulière du client et à ses besoins multidimensionnels.

Par exemple, les femmes victimes de violence de la part d'un partenaire intime veulent généralement être en sécurité et pouvoir continuer à vivre avec leurs enfants et subvenir aux besoins de ceux-ci et à leurs propres besoins. Leur situation peut soulever des questions relatives à la planification de la sécurité, au besoin d'un logement pour elles-mêmes et leurs enfants, et à l'aide au revenu. Les organismes mentionnés dans le tableau qui soutiennent les femmes victimes de violence d'un partenaire intime fournissent des services dans tous ces domaines.

Un autre point commun à tous les organismes mentionnés dans le tableau est leur volonté d'**aider** les membres de la communauté à répondre à leurs besoins ou à atteindre leurs objectifs. Le site web de ces organismes comporte des descriptions du soutien qu'ils apportent aux membres de la communauté¹⁰. Le personnel de ces organismes ne cherche pas à intervenir à la place des clients et à prendre en charge ces derniers, il les aide plutôt à s'orienter et à faire leurs propres démarches. Les organismes cherchent à donner à leurs clients les moyens d'agir et d'être autonomes.

Le rôle important d'intermédiaire que jouent les organismes communautaires — en mettant les clients en contact avec des services de logement, d'aide au revenu, de soins de santé ou d'aide juridique, des refuges et d'autres services communautaires et juridiques — est un autre exemple du soutien qu'ils apportent.

2. Valoriser et soutenir ce travail

Ce travail essentiel fait partie de l'écosystème de la « justice informelle » qui existe dans le monde entier. Le [mouvement mondial de soutien à la « justice coutumière et informelle »](#) (traduction) prend de l'ampleur.

Le présent rapport se fonde sur des recherches effectuées antérieurement qui décrivent et analysent le rôle des travailleurs communautaires en Ontario et dans d'autres régions du Canada pour aider les gens à résoudre leurs problèmes liés au droit¹¹. Comme le montrent le présent rapport et les rapports précédents, le Canada compte un secteur dynamique et diversifié d'organismes communautaires qui fournissent cette aide.

Pourtant, ce type d'aide reste largement méconnu, en particulier dans le secteur juridique officiel. Il ne fait aucun doute que cela s'explique en partie par le manque de clarté sur ce qui constituerait une plus grande reconnaissance et sur la manière dont une telle reconnaissance ferait progresser l'accès à la justice. Cela signifierait-il plus de financement? Plus de formation? Plus de partenariats avec les professionnels du droit? Moins d'attention — ou même un soutien proactif — de la part des autorités de réglementation du secteur juridique, dont certains aimeraient faire en sorte que l'aide juridique ne soit fournie que par des professionnels du droit qu'ils ont agréés¹²?

¹⁰ Parfois, les organismes décrivent le soutien qu'ils offrent en tant que conseils ou services de défense des droits.

¹¹ Voir [Vers un nouveau paradigme : Exploration des possibilités liées à l'aide en matière de justice communautaire](#); [Community Justice Help: Advancing Community-Based Access to Justice Help \(en anglais seulement\)](#); *Une aide de confiance : Le rôle d'intermédiaire de confiance attribué aux travailleuses et travailleurs communautaires qui aident les gens ayant des problèmes juridiques*, [partie 1](#) et [partie 2](#)

¹² La [Legal Profession Act](#) qui repose sur un principe pratique fondé sur l'accès à la justice, n'empêche pas les organismes à but non lucratif de fournir de l'aide juridique. (Cette loi prévoit que la « pratique du droit » ne comprend pas les actes accomplis « par une personne qui n'est pas un avocat et qui ne reçoit pas ou n'attend pas d'honoraires, de gains ou de récompenses, directs ou indirects, de la part de la personne pour laquelle les actes sont accomplis ». Voir la définition de « practice of law » au paragraphe 1(1) de la loi mentionnée ci-dessus.)

Une meilleure reconnaissance et un soutien accru pourraient prendre diverses formes. Le domaine est complexe, mais très prometteur. Nous pensons qu'il est nécessaire de poursuivre la recherche et la réflexion.

Des discussions et des recherches préalables sont nécessaires pour explorer la manière dont un groupe de travail national pourrait être formé afin d'examiner de plus près ce type de travail et la manière dont il peut être soutenu et favorisé. (Nous soulignons que la participation d'un échantillon représentatif d'organismes communautaires serait essentielle au projet). Comment ce travail peut-il être mieux reconnu et soutenu dans le cadre de l'écosystème de la justice au Canada? À quoi ressemblerait la reconnaissance et quelle différence cela ferait-il pour les personnes qui ont des problèmes liés au droit? Quels sont les obstacles à une reconnaissance et à un soutien accrus?

Il s'agit-là de grandes questions, mais même une démarche de base — réunir des personnes intéressées qui représentent la diversité des services offerts dans les collectivités du Canada — serait un bon point de départ.

CLEO remercie le ministère de la Justice du Canada pour les fonds qu'il a alloués relativement au présent projet. Nous remercions également nos collègues des organismes de VIJ de tout le pays pour leurs suggestions et leur soutien.

Annexe 1 : Tableau des programmes d'aide en matière de justice communautaire

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Muslim Resource Centre for Social Support and Integration¹³ Adresse : 111, rue Waterloo, bureau 101 London (Ontario) N6B 2M4 Coordonnées GPS : 42.97707860992324, - 81.2384702178454	Centres communautaires	Soutien à la navigation dans le système, soutien social et intégration, violence fondée sur le genre et violence entre partenaires intimes	• Offre de l'information, des activités de sensibilisation, du soutien et des services d'aiguillage aux personnes et aux familles, et veille à ce que les services soient adaptés à la réalité culturelle des clients. • Les services sont offerts en personne et au sein de la communauté. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Navigation dans le système et soutien; • Défense des intérêts et services de consultation; • Planification de la sécurité et soutien aux victimes de violence conjugale; • Sensibilisation du public à la violence fondée sur le genre et à la violence familiale.	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de l'administration municipale et de subventions. • L'Université de Toronto, l'Université Western et le Wellesley Institute font partie des partenaires universitaires et communautaires. • Le personnel comprend un gestionnaire des services à la clientèle et un gestionnaire des programmes de sensibilisation du public et des programmes communautaires. • Le conseil d'administration compte neuf membres.
Stella's Circle¹⁴ Adresse : 142 Military Road St. John's (Terre-	Centres communautaires	Aide au logement, soutien à l'emploi et soutien à la	• Offre des logements, des emplois et des services de consultation aux adultes confrontés à des obstacles les empêchant de participer à la vie communautaire. • Les services sont offerts en personne, et on trouve les coordonnées dans le site Web, à savoir des numéros de téléphone et une adresse courriel, ainsi qu'un formulaire de	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de l'administration municipale et du fonds Mission et Service de L'Église Unie du Canada.

¹³ Muslim Resource Centre for Social Support and Integration, « Client Services » (consulté le 19 avril 2024). Sur Internet : <https://mrcssi.com/services/>

¹⁴ Stella's Circle, « Need Help » (consulté le 13 février 2024). Sur Internet : <https://stellascircle.ca/need-help/an-overview/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Neuve-et-Labrador) A1C 2E6 Coordonnées GPS : 47.56899472428464, - 52.70852684636106		navigation dans le système	demande (les gens peuvent présenter eux-mêmes une demande). - Principaux services se rapportant au droit : - Soutien apporté aux femmes ayant des démêlés avec la justice et mesures pour les aider à trouver un logement et un emploi; - Programme de soutien communautaire visant à aider les gens à naviguer dans le système; - Services d'aide au logement et défense des intérêts.	- Le personnel comprend des agents d'aide au logement, des gestionnaires de cas et des spécialistes des relations avec les locataires. - Le conseil d'administration compte onze membres.
L'Armée du Salut des Territoires du Nord-Ouest ¹⁵ Adresse : 4925 45th Street Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2P5 Coordonnées GPS : 62.457267321150624, - 114.3651077028225	Centres communautaires	Aide au logement, soutien concernant l'aide au revenu et les services communautaires, et soutien à la navigation dans le système	- Offre des services de soutien et d'aiguillage pour les adultes vivant dans la pauvreté. - Les services sont offerts en personne. Les numéros de téléphone sont publiés dans le site Web. L'adresse courriel se trouve dans la page intitulée « Remote Communities ». - Principaux services se rapportant au droit : - Aide au logement, soutien du revenu et emploi; - Aide à l'obtention de documents d'identité; - Soutien pour naviguer dans les services et pour remplir des formulaires.	Selon le site Web de l'Armée du Salut du Canada, l'Armée du Salut reçoit des dons de particuliers, de fondations, d'entreprises et des différents ordres de gouvernement, qui servent à offrir des programmes et des services à la collectivité.
Le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques ¹⁶ Adresse : 1035, rue Rachel Est 3 ^e étage	Centres communautaires	Soutien à la navigation dans le système, soutien à l'emploi et soutien du revenu, soutien aux victimes de	- Offre de l'information, du soutien et des services d'aiguillage aux femmes et à leur famille. - Les services sont offerts en personne. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. - Principaux services se rapportant au droit :	- Le soutien financier provient de la Ville de Montréal et de différents ministères du gouvernement du Québec. - Le personnel comprend des travailleurs communautaires.

¹⁵ L'Armée du Salut des Territoires du Nord-Ouest, « Community Services » (consulté le 21 février 2024). Sur Internet : <https://salvationarmynwt.ca/communityservices.html>

¹⁶ Le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, « General Services » (consulté le 20 février 2024). Sur Internet : <https://www.sawcc-cfsa.ca/EN/services/general-services/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Montréal (Québec) H2J 2J5 Coordonnées GPS : 45.52579723419754, - 73.57495913301662		violence fondée sur le genre ou de violence entre partenaires intimes, et soutien en matière d'établissement	• Services de défense des intérêts, accompagnement et soutien aux femmes victimes de violence entre partenaires intimes; • Aide relative aux formulaires et aux documents, logement et aiguillages; • Services de liaison avec d'autres organisations, comme l'aide juridique, l'aide sociale, la protection de la jeunesse et les refuges; • Services d'accompagnement aux rendez-vous et aux rencontres avec des professionnels du droit, et aide sur le plan juridique.	• Le conseil exécutif compte neuf membres.
Victoria Faulkner Women's Centre ¹⁷ Adresse : 503, rue Hanson Whitehorse (Yukon) Y1A 1Y9 Coordonnées GPS : 60.71604202897695, 135.05688730277555	Centres communautaires	Soutien à la navigation dans le système, soutien financier, soutien juridique, aide au logement et soutien à l'emploi	• Offre du soutien, des services de défense des intérêts et des activités de sensibilisation aux personnes qui s'identifient comme femmes. • Les services sont offerts en personne; il est possible d'obtenir des renseignements et des rendez-vous par téléphone. • Principaux services se rapportant au droit : • Le programme Women's Advocate offre des services de base – finances, droit, logement, emploi; • Aide les femmes à s'y retrouver dans les services et les prestations, et à obtenir l'information nécessaire pour prendre des décisions éclairées; • Assure la liaison avec les organisations gouvernementales et communautaires; • Fait des aiguillages vers des services et des ressources.	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de l'administration municipale, de fondations et de donateurs. • Le personnel comprend un coordonnateur de programme, une équipe d'accueil et un spécialiste de la défense des intérêts des femmes. • Le conseil d'administration compte neuf membres.
Access Alliance Multicultural Health and Community Services ¹⁸	Santé, établissement	Services de santé, services d'établissement	• Offre des services de santé, des services communautaires et des services d'établissement aux nouveaux arrivants et à leur communauté.	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de

¹⁷ Victoria Faulkner Women's Centre, « Programs and Services » (consulté le 21 février et le 14 mars 2024). Sur Internet : <https://vfwomenscentre.com/programs>

¹⁸ Access Alliance Multicultural Health and Community Services, « Settlement Workers » (consulté le 18 février 2024). Sur Internet : <https://accessalliance.ca/programs-services/settlement-services/settlement-workers/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Adresse : 340, rue College, bureau 500, Toronto (Ontario) M5T 3A9 (et autres adresses dans l'Est et l'Ouest de Toronto) Coordonnées GPS : 43.65773373670916, - 79.40344673314553		et services communautaires	- Les services sont offerts en personne, par téléphone et virtuellement, par Zoom. - Principaux services se rapportant au droit : - Offre des renseignements sur les droits et privilèges, ainsi que sur les systèmes canadiens, comme ceux se rapportant aux soins de santé, au logement, aux finances, aux droits civils, aux services de police; - Aide les gens à remplir des formulaires; - Offre des conseils, du soutien et des services de défense des intérêts pour aider les clients à s'adapter à la vie au Canada; - Offre des services de santé aux gens qui n'ont pas de statut d'immigrant ou d'assurance-maladie.	l'administration municipale, de subventions et de dons. - L'organisme est agréé par l'entremise du Centre canadien de l'agrément. - Le site Web comprend une section sur la responsabilité. - Le personnel comprend des travailleurs de la santé, des travailleurs sociaux et des agents d'intégration des immigrants. - Le conseil d'administration compte onze membres.
Black Coalition for AIDS Prevention ¹⁹ Adresse : 20, rue Victoria, 4 ^e étage Toronto (Ontario) M5C 2N8 Coordonnées GPS : 43.65017590556291, - 79.377113	Santé	Soutien à la navigation dans le système, services de santé et services communautaires	- Offre des services de sensibilisation, de prévention et de soutien aux personnes noires et à celles qui proviennent des Caraïbes et de l'Afrique qui sont infectées ou touchées par le syndrome immuno-déficitaire acquis ou qui risquent d'en être atteintes. - Les services sont offerts en personne. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. - Principaux services se rapportant au droit : - Aide à la préparation d'audiences relatives aux demandes d'asile; - Aiguillages vers des services, y compris en ce qui concerne le logement, l'emploi et le droit; - Accompagnement aux rendez-vous, aide à remplir des formulaires et des documents;	- Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et de l'administration municipale, ainsi que de subventions et de dons. - Les bénévoles participent à des activités d'orientation et de formation, et obtiennent du soutien pour travailler au sein de programmes axés sur le soutien, l'établissement et l'emploi. - Le personnel comprend un coordonnateur en matière d'établissement des réfugiés,

¹⁹ Black Coalition for AIDS Prevention, « Programs and Services » (consulté le 20 février 2024). Sur Internet : <https://blackcap.ca/programs-services/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
			Renseignements et ateliers, y compris sur la marche à suivre pour avoir accès aux prestations de maladie ou pour conserver des avantages liés au travail.	un conseiller en emploi et un coordonnateur des activités de sensibilisation.
Adsum for Women and Children²⁰ Adresse : 2421, rue Brunswick Halifax (Nouvelle-Écosse) B3K 2Z4 Coordonnées GPS : 44.6563772753526, - 63.586058533077235	Aide au logement	Aide au logement, soutien aux victimes de violence entre partenaires intimes	- Offre de l'aide au logement, un refuge d'urgence et du soutien aux femmes, aux familles et aux personnes de diverses identités de genre en situation d'itinérance. - Les services sont offerts en personne. Le numéro de téléphone est fourni pour les gens qui ont besoin d'aide ou d'un refuge d'urgence. Le bouton « Need Help? » se trouve dans l'en-tête du site Web. - Principaux services se rapportant au droit : - Aide les gens à gérer des défis complexes de la vie tout en naviguant dans les différents systèmes, comme la justice pénale, les services communautaires, l'immigration et la protection de l'enfance; - Offre des services de défense des intérêts, des aiguillages, des programmes de groupe et des services de consultation individuels; - Aide les gens à conserver leur logement et à éviter les expulsions.	- Le soutien financier provient du gouvernement, de dons d'entreprises et de dons privés. - Le personnel comprend des agents d'aide au logement et des travailleurs sociaux. - Le conseil d'administration compte dix membres.
Federation of Metro Tenants' Associations (FMTA)²¹ Adresse : Toronto	Aide au logement	Aide au logement, sensibilisation des locataires et organisation	- Offre du soutien aux locataires dans la ville de Toronto par l'entremise d'information, d'activités de sensibilisation et de services de défense des intérêts. - Les services sont offerts par téléphone (ligne d'assistance pour les locataires), par courriel et par l'entremise des médias sociaux. Certains services sont offerts en personne à des groupes de locataires. - Principaux services se rapportant au droit :	- Le soutien financier provient de la Ville de Toronto et de la Fondation du droit de l'Ontario. - Les FMTA sont composées d'associations de locataires affiliées et de membres individuels.

²⁰ Adsum for Women and Children, « Our Programs » (consulté le 13 février 2024). Sur Internet : <https://denim-yellow-sfx3.squarespace.com/programs>

²¹ Federation of Metro Tenants' Associations, « Services » (consulté le 12 février 2024). Sur Internet : <https://www.torontotenants.org/services>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Le site Web indique uniquement une case postale			- Fournit des renseignements sur les droits reconnus par la loi par l'entremise de sa ligne d'assistance pour les locataires et de son portail d'information; - Tient des ateliers sur les droits des locataires, dirige des séances de formation approfondies à l'intention des locataires, aide les locataires à former des associations de locataires et aide les locataires à enclencher le processus législatif; - Fait des aiguillages.	- Le personnel comprend des conseillers affectés à ligne d'assistance, des intervenants communautaires et un coordonnateur de l'engagement civique. - Le conseil d'administration compte onze membres.
Conseil des Premières Nations du Yukon ²² Adresse : 2166 – 2nd Avenue Whitehorse (Yukon) Y1A 4P1 Coordonnées GPS : 60.7240071469631, - 135.0558398606483	Autochtone	Soutien à la communication, à la compréhension du système de justice et à la navigation dans celui-ci	- Offre du soutien aux personnes accusées d'un acte criminel pour s'assurer qu'elles reçoivent un traitement juste et équitable devant la loi. - Les services sont offerts en personne. - Principaux services se rapportant au droit : - Fournit de l'information et des services d'interprétation de documents; - Aide à éliminer les obstacles nuisant à la communication entre les membres des Premières Nations et le système de justice pénale; - Assiste aux audiences des tribunaux itinérants.	- Le soutien financier provient du gouvernement du Yukon et du gouvernement fédéral. - Le personnel est composé de conseillers parajudiciaires autochtones.
Sacred Wolf Friendship Centre ²³ Adresse : 145A-8950, rue Granville Port Hardy	Autochtone	Défense des droits des personnes pauvres	- Offre du soutien et de l'aide aux personnes autochtones à faible revenu en ce qui a trait à l'emploi, au logement, à la sécurité du revenu, à la famille et au bien-être. - Les services sont offerts en personne, sur rendez-vous. - Services se rapportant au droit : - Fournit de l'information et des conseils aux clients qui présentent une demande d'aide au revenu ou qui sont confrontés à des obstacles les empêchant d'en recevoir;	- Le soutien financier provient de la Law Foundation of British Columbia. - Le personnel est composé d'un spécialiste de la défense des droits des personnes pauvres, d'un coordonnateur en matière

²² Conseil des Premières Nations du Yukon, « Justice Programs » (consulté le 18 avril 2024). Sur Internet : <https://www.cyfn.ca/services-2/justice-programs/>

²³ Sacred Wolf Friendship Centre, « Programs and Services » (consulté le 21 février 2024). Sur Internet : <https://www.sacredwolf.ca/programs>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
(Colombie-Britannique) V0N 2P0 Coordonnées GPS : 50.72193094911039, 127.49792211304177			• Aide les personnes qui ont reçu un avis d'expulsion ou qui veulent régler des différends avec un propriétaire; • Fournit de l'information sur les droits des locataires, l'aide au revenu et un éventail de prestations gouvernementales.	d'emploi, d'habiletés fondamentales et de formation; d'un accompagnateur en matière de bien-être familial, et d'un coordonnateur du développement des enfants et de la famille. • Le conseil d'administration compte cinq membres.
Archway Society for Domestic Peace ²⁴ Adresse : 2400 46 th Avenue Vernon (Colombie-Britannique) V1T 9N5 Coordonnées GPS : 50.278646072669076, - 119.26310160383206	Violence entre partenaires intimes	Soutien aux victimes de violence entre partenaires intimes, aide au logement, aiguillage vers des ressources communautaires et juridiques	• Offre un logement de transition aux femmes et aux enfants qui ont été victimes de violence ou qui risquent de l'être, ainsi que des services de défense des intérêts, de navigation dans le système, d'aiguillage et d'autres formes de soutien. • Les services sont offerts en personne et par téléphone (ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7). • Principaux services se rapportant au droit : • Aide à la compréhension du processus judiciaire; • Séance d'orientation et de préparation relative au tribunal; • Accompagnement au tribunal et mise à jour sur les procédures; • Aide à la présentation d'une demande d'indemnisation des victimes d'actes criminels; • Aide à la rédaction d'une déclaration de la victime.	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de Legal Aid BC, de subventions et de dons. • L'organisme collabore avec d'autres partenaires du domaine des services sociaux et de la justice, y compris Sexual Assault Service l'Integrated Case Management Team de Vernon. • Le conseil d'administration compte neuf membres.
Centre de ressources et de crises familiales Beauséjour ²⁵	Violence entre partenaires intimes	Soutien aux victimes de violence entre	• Offre du counselling, du soutien et un logement aux victimes de violence familiale et à leurs enfants, aux personnes qui	• Le soutien financier provient de Shoppers Drug Mart, ainsi que d'autres

²⁴ Archway Society for Domestic Peace, « Community Based Victim Services » (consulté le 13 février 2024). Sur Internet : <https://archwaysociety.ca/counselling-advocacy-support/community-based-victim-services/>

²⁵ Centre de ressources et de crises familiales Beauséjour inc., « Services » (consulté le 13 février 2024). Sur Internet : <https://guerisondebuteici.ca/services/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Adresse : 66, rue Calder Shediac (Nouveau-Brunswick) E4P 1K8 Coordonnées GPS : 46.22245989701973, - 64.54521683111194		partenaires intimes, aide au logement, soutien à la navigation dans le système de justice pénale	commettent des actes de violence et aux personnes qui éprouvent des difficultés dans leur vie et sur le plan émotionnel. - Les services sont offerts en personne et par téléphone (ligne téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et service d'intervention de crise). - Principaux services se rapportant au droit : - Salle d'entrevue accueillante offrant un espace spécialisé où les victimes et leurs enfants peuvent fournir leur déclaration au service de police et autres professionnels du domaine; - Counselling en situation de crise et ordonnances d'intervention d'urgence; - Soutien à la navigation dans le système, y compris par l'entremise du Programme chien d'unité judiciaire, qui offre les services d'un chien entraîné afin d'apporter du soutien aux enfants et adultes victimes de violence lorsqu'ils naviguent dans le système de justice pénale.	commanditaires et donateurs. - L'organisation adopte une approche globale multidisciplinaire en collaboration avec d'autres partenaires communautaires et gouvernementaux afin d'offrir des services sous un seul et même toit au centre Courage. - Le personnel comprend des travailleurs sociaux et des intervenants communautaires. - Le conseil d'administration compte seize membres.
Kataujaq Society ²⁶ Adresse : Rankin Inlet (Nunavut) (aucune adresse indiquée dans le site Web)	Violence entre partenaires intimes	Soutien aux victimes de violence entre partenaires intimes, refuge d'urgence	- Offre un refuge d'urgence, des services de consultation et du soutien aux femmes et aux enfants du Nord qui sont victimes de violence familiale. - Les services sont offerts en personne sur place, ainsi que dans la communauté et par l'entremise d'un programme de ressourcement dans la nature. - Principaux services se rapportant au droit : - Planification de la sécurité; - Services de consultation et de défense des intérêts; - Liaison entre différents services dont peuvent avoir besoin les clients.	- Le soutien financier provient du gouvernement du Nunavut. - Le personnel du refuge est composé de femmes; le personnel du refuge met en contact les femmes avec des Aînés de la collectivité dignes de confiance. - Des Aînés siègent au conseil d'administration.

²⁶ Kataujaq Society, Kataujaq Society Safe Shelter, « Recueil des pratiques prometteuses visant à réduire la violence faite aux femmes autochtones au Canada et à accroître leur sécurité – Annexe au recueil : descriptions détaillées des pratiques » (consulté le 18 avril 2024). Sur Internet : <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jp-cj/vf-fv/annexe-annex/p21.html>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
PEI Family Violence Prevention Services ²⁷ Adresse : Bureaux à quatre endroits à l'Î.-P.-É. (aucune adresse municipale indiquée dans le site Web)	Violence entre partenaires intimes	Soutien aux victimes de violence entre partenaires intimes, aide au logement, soutien à la navigation dans le système	• Offre des programmes de soutien, de défense des intérêts et de prévention, ainsi qu'un refuge d'urgence et un hébergement transitoire aux femmes qui ont été victimes de violence entre partenaires intimes. • Les services sont offerts en personne, virtuellement et par téléphone. • Principaux services se rapportant au droit : • Évaluation du risque et planification de la sécurité; • Services de défense des intérêts et accompagnement au tribunal et à d'autres rencontres; • Information, activités de sensibilisation et services d'aiguillage.	• Le soutien financier provient entre autres des administrations municipales, de Centraide et du club Rotary de Charlottetown. • Le personnel comprend des coordonnateurs des activités de sensibilisation, des intervenants de refuge, un coordonnateur des services de sensibilisation des enfants et des adolescents, et un coordonnateur des services destinés aux hommes. • Le conseil d'administration compte onze membres.
YWCA Agvik ²⁸ Adresse : 3118, Aiggilii Aqut Iqaluit (Nunavut) X0A 2H0 Coordonnées GPS : 63.73250012643467, - 68.44831943137041	Violence entre partenaires intimes	Soutien aux victimes de violence entre partenaires intimes, itinérance, aide au logement	• Offre un refuge et de l'aide au logement, de l'information, des programmes et un éventail de programme aux femmes qui ont été victimes de violence entre partenaires intimes ou qui sont en situation d'itinérance. • Les services sont offerts en personne et par téléphone. • Principaux services se rapportant au droit : • Services de défense des intérêts et de sensibilisation offerts aux résidents et aux femmes ne vivant pas dans un logement ou le refuge du YWCA; • Séances de soutien et planification de la sécurité pour les femmes en situation de crise; • Aide visant à mettre en contact les femmes avec les services dont elles ont besoin.	• Le soutien financier provient entre autres de l'administration municipale et de subventions. • Le conseil d'administration compte quatre membres.

²⁷ PEI Family Violence Prevention Services, « Programs and Services » (consulté le 18 avril 2024). Sur Internet : <https://fvps.ca/services/>

²⁸ YWCA Agvik, « Programs and Services » (consulté le 21 février 2024). Sur Internet : <https://www.ywca-agvik.ca/what-we-do>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
CACI (Centre d'appui aux communautés immigrantes)²⁹ Adresse : 12049, boulevard Laurentien Montréal (Québec) H4K 1M8 Coordonnées GPS : 45.52695103080573, - 73.7164181465071	Établissement	Soutien en matière d'établissement et d'intégration	• Accompagne les nouveaux arrivants dans leurs démarches d'installation ainsi que l'ensemble des communautés immigrantes dans leur processus d'intégration à la société québécoise. • Les services sont offerts aux clients inscrits. Le site Web comporte un numéro de téléphone pour s'inscrire et un formulaire de demande de rendez-vous. • Principaux services se rapportant au droit : • Aide concernant différentes procédures administratives, comme les demandes de citoyenneté, le parrainage, l'obtention d'un numéro d'assurance sociale et d'une carte d'assurance-maladie; • Services d'information, de soutien et d'aiguillage pour les travailleurs étrangers temporaires, y compris les personnes soignantes, au Québec; • Aide au logement, y compris en ce qui concerne les droits et les responsabilités des locataires, aide visant à comprendre les baux et services de médiation entre les propriétaires et les locataires.	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de l'administration municipale, de subventions et de dons. • Le personnel comprend des conseillers spécialisés dans les affaires sociales, l'intégration et l'emploi. • Le conseil d'administration compte sept membres.
Centre des nouveaux arrivants mennonite d'Edmonton³⁰ Adresse : 10170 112 St. NW Edmonton (Alberta) T5K 2L6 Coordonnées GPS : 53.54243433065462, 113.51447610357712	Établissement	Soutien en matière d'établissement, aide au logement, sécurité du revenu et soutien à l'emploi	• Soutient les nouveaux arrivants pendant leur établissement, y compris en aidant les clients à accéder aux ressources et à naviguer dans des systèmes complexes. • Les services sont offerts en personne et peuvent être offerts par Zoom ou par téléphone. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Offre du soutien individuel concernant le logement, l'aide au revenu et les services financiers;	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, des administrations municipales, de dons et de subventions. • Les valeurs et les engagements en matière de service sont publiés dans le site Web. • Cet organisme compte actuellement plusieurs

²⁹ CACI (Centre d'appui aux communautés immigrantes), « Le CACI » (consulté le 19 avril 2024). Sur Internet : <https://caci-bc.org/>

³⁰ Centre des nouveaux arrivants mennonite d'Edmonton, « Settlement, Information, Orientation » (consulté le 12 février 2024). Sur Internet : <https://emcn.ab.ca/program/settlement-information-orientation/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
			• Aide les gens à comprendre les documents et les formulaires gouvernementaux; • Offre des services d'aiguillage vers l'aide juridique; • Fournit, dans le cadre de séances de groupe, de l'information sur les droits et libertés, le logement, la marche à suivre pour obtenir la citoyenneté canadienne.	bureaux et environ 200 employés qui, collectivement, parlent plus de 50 langues. • Le conseil d'administration compte onze membres.
Immigrant and Refugee Services Association³¹ Adresse : 49, rue Water Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 1A3 Coordonnées GPS : 46.23180156796833, - 63.1258686176208	Établissement	Soutien en matière d'établissement, soutien à l'emploi	• Offre aux nouveaux immigrants à l'Î.-P.-É., y compris aux travailleurs étrangers temporaires, des services en matière d'établissement et du soutien à l'emploi. • Les services sont offerts aux clients inscrits. Un formulaire d'inscription se trouve dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Information, séances d'orientation et services d'aiguillage pour nouveaux arrivants réfugiés et immigrants; • Aide visant à demander et à obtenir des documents canadiens essentiels, y compris en ce qui concerne l'immigration et le statut de réfugié, l'emploi et le logement. • Aide, soutien et services de liaison pour les gens qui veulent s'inscrire à des programmes gouvernementaux, renouveler des permis et corriger des renseignements figurant dans leur dossier.	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, l'administration municipale, de subventions et de dons. • Le personnel comprend des agents d'intégration des immigrants, des spécialistes de l'emploi, un coordonnateur des services d'information et un coordonnateur du logement. • Le conseil d'administration compte neuf membres.
Mosaic³² Adresse : 5575 Boundary Rd Vancouver (Colombie-Britannique) V5R 2P9 (et trois autres adresses)	Établissement	Soutien en matière d'établissement, services liés à l'immigration et au statut de réfugié, soutien à la navigation dans le système	• Offre aux immigrants, aux réfugiés et à leur communauté de nouveaux arrivants du soutien et des services de défense des intérêts, y compris en ce qui concerne l'établissement, l'emploi, le parrainage de réfugiés et la prévention de la violence. • Les services sont offerts en personne. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Programmes d'information juridique et de défense des intérêts axés sur les droits dans le milieu de travail et les droits des nouveaux arrivants au Canada;	• Le soutien financier provient du ministère des Affaires municipales de la Colombie-Britannique. • L'organisme est agréé par la Commission on Accreditation of Rehabilitation Facilities. • L'organisme est membre du Fraser Valley Multi-Agency Partnership.

³¹ Immigrant and Refugee Services Association, « Newcomer Settlement Services » (consulté le 21 février 2024). Sur Internet : <https://www.irsapei.ca/en/newcomer-settlement-services>

³² Mosaic, « Find a Service » (consulté le 19 avril 2024). Sur Internet : <https://mosaicbc.org/find-a-service/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Coordonnées GPS : 49.23374770483285, - 123.0239239			• Demandes et renouvellement de permis de travail; • Aide à la navigation dans le processus d'obtention du statut de réfugié; • Services d'aiguillage, information et soutien pour faciliter l'accès aux soins de santé, à l'aide juridique, à l'aide au revenu et au logement.	• Le personnel comprend des gestionnaires de l'établissement, de l'emploi et des services juridiques, ainsi que des programmes destinés aux travailleurs migrants. • Le conseil d'administration compte treize membres.
Romero House ³³ Adresse : 1558, rue Bloor Ouest, Toronto (Ontario) M6P 1A4 Coordonnées GPS : 43.65648595149571, - 79.45341700430916	Établissement	Soutien en matière d'établissement, aide au logement, services liés à l'immigration et au statut de réfugié	• Offre aux demandeurs du statut de réfugié de l'aide au logement, ainsi que du soutien en matière d'immigration et d'établissement. • Les services sont offerts par téléphone, en personne et par courriel. Les guides et les renseignements sont fournis par l'entremise du site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Aide apportée aux clients afin qu'ils comprennent le système de détermination du statut de réfugié et la marche à suivre pour revendiquer le statut de réfugié; • Aiguillage vers des services de représentation juridique de qualité; • Soutien pour remplir les formulaires de permis de travail et d'études, ainsi que les demandes de résidence permanente, les documents de citoyenneté et les documents de voyage pour réfugiés; • Aide apportée aux clients afin qu'ils comprennent leurs droits en tant que locataires et travailleurs, et leurs droits dans le cadre des affaires policières.	• Le soutien financier provient de la Ville de Toronto, de dons et de subventions. • Il existe un programme de mentorat pour les bénévoles habitant sur place; le personnel comprend des coordonnateurs du logement et de l'établissement, et un coordonnateur de la logistique. • L'organisme est membre de l'Ontario Coalition of Service Providers for Refugee Claimants. • Le site Web comprend différentes politiques, y compris un code de conduite et une procédure relative à la dénonciation et aux plaintes. • Le conseil d'administration compte huit membres.

³³ Romero House, « How Romero House Can Help » (consulté le 12 février 2024). Sur Internet : <https://romerohouse.org/how-romero-house-can-help/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Mouvement Action Chômage de Québec ³⁴ Adresse : RC5-155 boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3G6 Coordonnées GPS : 46.81211263994637, - 71.22823137525228	Droits des travailleurs	Information sur l'assurance-emploi, défense des intérêts et représentation	• Offre de l'information, des services de défense des intérêts et du soutien aux travailleurs en chômage. • Les services sont offerts en personne et par téléphone. L'adresse courriel est publiée dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Offre de l'information et des conseils aux personnes présentant une demande d'assurance-emploi; • Aide les gens à préparer les demandes d'assurance-emploi et de prestations connexes; • Accompagne les gens comparaisant devant le Tribunal de la sécurité sociale ou se préparant à un examen administratif; offre des services de représentation au besoin.	• Le soutien financier provient entre autres du gouvernement du Québec et de Centraide. • L'organisme est membre du Conseil national des chômeurs et chômeuses. • Le personnel comprend des conseillers spécialisés en défense des intérêts.
Unemployed Workers Help Centre ³⁵ Adresse : 2154 Airport Drive Saskatoon (Saskatchewan) S7L 6M6 (aussi un bureau à Regina) Coordonnées GPS : 52.157611959359336, - 106.68631307485025	Droits des travailleurs	Information sur l'assurance-emploi, défense des intérêts et représentation	• Offre de l'information, des services de défense des intérêts et des services de représentation aux prestataires d'assurance-emploi en Saskatchewan. • Les services sont offerts en personne et par téléphone. • Principaux services se rapportant au droit : • Offre de l'information sur l'assurance-emploi, y compris sur l'admissibilité et les exigences applicables; • Intervient auprès de Service Canada pour aider les travailleurs à formuler des questions ou à établir ou à finaliser une demande; • Offre des services de représentation dans le cadre d'appels de décisions en matière d'assurance-emploi; • Fait des aiguillages vers des services communautaires et gouvernementaux; • Offre des séminaires et des ateliers visant à sensibiliser le public.	• Le soutien financier provient des syndicats de la Saskatchewan et du gouvernement de la Saskatchewan. • L'organisme travaille en partenariat avec le guichet d'emploi du gouvernement de la Saskatchewan (Sask Jobs - Career Services).

³⁴ Mouvement Action-Chômage de Québec, « Besoin d'aide » (consulté le 18 avril 2024). Sur Internet : <https://actionchomage.org/besoin-daide/>

³⁵ Unemployed Workers Help Centre, « Services » (consulté le 18 février 2024). Sur Internet : <https://www.unemployedworkerscentre.org/services>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Centre de ressources pour les travailleurs³⁶ Adresse : # 230, 999 8 St. S.W. Calgary (Alberta) T2R 1J5 (trois autres adresses) Coordonnées GPS : 51.04431882583162, - 114.08191926144632	Droits des travailleurs	Soutien à l'emploi	• Offre de l'assistance aux travailleurs dans une variété de questions liées à l'emploi. • Les services sont offerts en personne, sur rendez-vous. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Assistance quant à la présentation de demandes et à l'obtention de prestations et d'avantages dans différents domaines, comme l'assurance-emploi, le salaire perdu, les droits de la personne, les prestations d'invalidité et l'indemnisation des travailleurs; • Assistance quant au dépôt de plaintes auprès de différents organes de réglementation.	• Le soutien financier provient de l'Alberta Law Foundation, du gouvernement fédéral et de Centraide Calgary. • Le personnel comprend des intervenants, un spécialiste du droit en matière de harcèlement sexuel, des coordonnateurs des admissions et un coordonnateur des mesures de soutien social. • Le conseil d'administration compte six membres.
Edmonton John Howard Society³⁷ Adresse : 401, 10010-105 St. Edmonton (Alberta) T5J 1C4 Coordonnées GPS : 53.539194293142586, - 113.50130751706781	Communauté servie : personnes touchées par la criminalisation	Soutien à la navigation dans le système, aide au logement, services liés au tribunal de traitement de la toxicomanie, soutien aux victimes de violence entre partenaires intimes	• Offre des programmes et des services pour prévenir la criminalité et aide les personnes touchées par la criminalité. • Les services sont offerts en personne, par téléphone, virtuellement et dans la communauté. • Principaux services se rapportant au droit : • Défense des intérêts et liaison; • Information sur les droits et les ressources, et aiguillage vers des ressources communautaires; • Activités de sensibilisation et d'orientation concernant les tribunaux de juridiction pénale; • Préparation à une comparution devant le tribunal et accompagnement au tribunal.	• Le soutien financier provient entre autres du ministère des Services sociaux et communautaires, du ministère de la Justice et du Solliciteur général, et d'Alberta Health Services. • Le personnel comprend des travailleurs de soutien dans le domaine de la justice et des assistants parajudiciaires spécialisés dans la violence conjugale. • Le conseil d'administration compte onze membres.

³⁶ Centre de ressources pour les travailleurs, « Workers' Resource Centre » (consulté le 20 avril 2024). Sur Internet : <https://www.helpwrc.org/>

³⁷ Edmonton John Howard Society, « Edmonton John Howard Society » (consulté le 19 avril 2024). Sur Internet : <https://johnhoward.org/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Elizabeth Fry Nouveau-Brunswick³⁸ Adresse : 75, rue Adelaide Saint John (Nouveau-Brunswick) E2K 1W4 Coordonnées GPS : 45.27682371537686, - 66.08059799038409	Communauté servie : femmes touchées par la criminalisation	Soutien à la navigation dans le système de justice pénale, soutien à la réinsertion sociale, y compris en ce qui concerne le logement, l'emploi et les services de santé	• Offre du soutien et des services aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre touchées par la criminalisation. • Les services sont offerts en personne et par téléphone, et peuvent être offerts virtuellement. • Principaux services se rapportant au droit : • Offre du soutien à la navigation dans le système judiciaire pénal, familial et civil par l'entremise d'un programme de soutien de nature judiciaire comptant sur des bénévoles. • Offre du soutien sur le plan du logement et de la santé, ainsi que des services liés à l'emploi aux personnes qui s'identifient comme des victimes de la traite de personnes. • Offre des services de défense des intérêts et du soutien pour veiller à ce que les clients reçoivent un traitement équitable pendant le processus judiciaire, la période d'incarcération et la période de réinsertion sociale.	• Offre de la formation aux travailleurs bénévoles de soutien auprès des tribunaux; modules de formation en anglais et dans d'autres langues. • Le personnel comprend un directeur de la défense des intérêts et de la sensibilisation, un coordonnateur du soutien auprès des tribunaux et un promoteur de la sensibilisation communautaire. • Le conseil d'administration compte sept membres.
The Link³⁹ 175, avenue Mayfair Winnipeg (Manitoba) R3L 0A1 (aussi un bureau à Thompson) Coordonnées GPS : 49.88425554750674, - 97.13624547502548	Communauté servie : adolescents	Soutien à la navigation dans le système, aide au logement et renforcement des compétences	• Offre un éventail de services aux adolescents qui sont sans-abri ou qui risquent de le devenir, qui sont susceptibles d'être en contact avec les services de protection de l'enfance, qui participent à des activités criminelles ou qui risquent d'être victimes d'exploitation sexuelle. • Les services sont offerts en personne et au sein de la communauté. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Offre des services d'aiguillage, des services de défense des intérêts, de l'information et des ressources; • Offre du soutien à la navigation dans le système; • Offre de l'assistance pour l'obtention de soutien à l'emploi et d'un logement;	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et de l'administration municipale, et subventions. • Le personnel comprend des travailleurs sociaux spécialisés dans l'enfance et la jeunesse. • L'organisme comporte un conseil d'administration de onze membres et un conseil jeunesse de sept membres.

³⁸ Elizabeth Fry Nouveau-Brunswick, « Justice » (consulté le 20 février 2024). Sur Internet : <https://www.efrynb.ca/justice/>

³⁹ The Link, « Services » (consulté le 27 février 2024). Sur Internet : <https://thelinkmb.ca/services/>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
			Permet aux adolescents d'acquérir des habiletés fondamentales et de suivre de la formation sur différents sujets, comme les droits en matière de logement et d'emploi.	
Northern Mosaic Network⁴⁰ Adresse : Suite 213, 5112 52nd Street Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 1T6 Coordonnées GPS : 62.451357244499604, -114.36994750889153	Communauté servie : 2ELGBTQIA+	Défense des intérêts et lobbying, sensibilisation, soutien	- Offre du soutien et des activités de sensibilisation aux adolescents, aux adultes et aux familles 2ELGBTQIA+. Milite pour que des modifications soient apportées aux lois afin de protéger les droits des personnes 2ELGBTQIA+. - Les services sont offerts en personne. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. Exploite des programmes d'accueil, de soutien par les pairs et de mentorat. Offre de la formation et des ateliers sur l'identité adaptés aux différents secteurs dans les écoles, les entreprises, le secteur du travail et le secteur de la santé. - Principaux services se rapportant au droit : - Aide à remplir des formulaires de changement de nom et de marqueur de genre par l'entremise d'une clinique de transition légale.	- Le soutien financier provient de dons. - Le personnel comprend un coordonnateur du mentorat et du soutien scolaire, un coordonnateur du soutien en santé mentale et du soutien à la famille, et un coordonnateur de la formation à l'échelle du territoire. - Le conseil d'administration compte sept membres.
SEED (Supporting Employment & Economic Development)⁴¹ Adresse : 80, rue Salter Winnipeg (Manitoba) R2W 4J6	Communauté servie : personnes à faible revenu	Renseignements financiers et services de soutien	- Offre de l'information, des activités de sensibilisation et du soutien portant sur les affaires financières aux personnes à faible revenu, y compris des organisations et les membres de communautés autochtones. - Les services sont offerts en personne et dans les bureaux de partenaires. Les coordonnées, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse courriel, sont publiées dans le site Web. - Principaux services se rapportant au droit :	- Le soutien financier provient du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de l'administration municipale, de subventions et de dons. - Le personnel comprend des coordonnateurs financiers, des coordonnateurs de programme, un expert-

⁴⁰ Northern Mosaic Network, « Programs and Events » (consulté le 27 février 2024). Sur Internet : <https://www.northernmosaic.net/yellowknife-programs>

⁴¹ SEED (Supporting Employment and Economic Development), « Programs » (consulté le 21 février 2024). Sur Internet : <https://seedwinnipeg.ca/programs>

Nom et adresse de l'organisme, du programme ou du projet	Secteur	Domaine d'activité ou domaine juridique	Description du programme et des services	Autres remarques
Coordonnées GPS : 49.912822440016704, 97.14322213269632			• Aide visant à obtenir des prestations, y compris à demander des documents d'identité, à produire des déclarations de revenus et à ouvrir un compte bancaire; • Ateliers portant entre autres sur la façon de gérer les dettes et de comprendre le crédit; • Formations offertes aux nouveaux arrivants sur des sujets liés à la création d'entreprises, y compris la gouvernance d'organismes sans but lucratif.	conseil en affaires et un spécialiste du soutien à la clientèle. • Le conseil d'administration compte treize membres.
Stepping Stone ⁴² Adresse : 32, rue Primrose Dartmouth (Nouvelle-Écosse) B3A 4C5 Coordonnées GPS : 44.68321616478504, 63.584509575402386	Communauté servie : travailleurs du sexe	Violence et discrimination contre les travailleurs du sexe, aide au logement, soutien à la navigation dans le système de justice pénale	• Offre du soutien, un logement, des services de défense des intérêts et des solutions de réduction des méfaits aux travailleurs du sexe de tous les genres qui ont 16 ans et plus. • Les services sont offerts en personne par l'entremise d'une halte-accueil et du projet Umbrella (logement). Un numéro de téléphone pour la sensibilisation et un numéro de téléphone pour joindre un intervenant sont publiés dans le site Web. • Principaux services se rapportant au droit : • Offre du soutien individuel pour aider les gens à comprendre les accusations portées contre eux, leurs droits, les options à leur disposition et les exigences du système de justice; • Aide les travailleurs du sexe vivant dans un établissement correctionnel à élaborer un plan de remise en liberté et une stratégie de réinsertion sociale; • Offre des services d'aiguillage vers des services et des organismes qui aideront les gens à élaborer un plan de remise en liberté et une stratégie de réinsertion sociale à leur sortie d'un établissement correctionnel; • Aide les travailleurs du sexe à acquérir des compétences en matière de défense des intérêts et à comprendre les aspects pratiques des droits du travail et des droits de la personne pour le travail du sexe.	• Le soutien financier provient du gouvernement fédéral et provincial, de la Law Foundation of Nova Scotia et de subventions. • Le personnel comprend un intervenant en services de soutien aux pairs, un travailleur communautaire et un travailleur spécialisé dans les établissements correctionnels et le soutien auprès des tribunaux. • Le conseil d'administration compte huit membres.

⁴² Stepping Stone, « Programs » (consulté le 13 février 2024). Sur Internet : <https://steppingstonens.ca/programs/>

Annexe 2 : Exemples d'associations et de réseaux

Associations et réseaux autochtones

- Les centres d'amitié autochtones sont habituellement membres d'associations provinciales ou territoriales de centres d'amitié. Par exemple, les [centres d'amitié autochtones de la Saskatchewan](#) réunissent les 11 centres autochtones de la province, et la [Fédération des centres d'amitié autochtones de l'Ontario](#) soutient quelque 29 centres d'amitié en Ontario.
- L'[Association des femmes autochtones du Canada](#) est un réseau national regroupant des organismes qui offrent des services aux femmes autochtones, tandis que des réseaux régionaux de moindre envergure mènent des activités à plus petite échelle. Par exemple, l'[Association des femmes autochtones de l'Ontario](#), un réseau provincial actif, est composée de 13 organismes indépendants de services de première ligne et de 21 conseils (groupes de base soutenant le développement des collectivités) (en 2022).

Réseaux soutenant les femmes victimes d'agression sexuelle ou de violence entre partenaires intimes

- Des réseaux et des associations soutiennent également les organismes offrant des services aux femmes victimes de violence entre partenaires intimes, y compris des refuges pour femmes. Par exemple, l'[association des refuges pour femmes du Manitoba](#) (MAWS) compte parmi ses membres dix refuges financés par le gouvernement provincial, ainsi que d'autres membres associés.
- Des associations régionales soutiennent également des organisations offrant des services aux victimes d'agression sexuelle. Par exemple, l'[association des services aux victimes d'agression sexuelle de l'Alberta](#) soutient et regroupe 15 centres en Alberta.

Réseaux et associations soutenant les organismes d'établissement et ceux offrant des services aux réfugiés

De nombreux organismes communautaires sans but lucratif viennent en aide aux personnes qui sont récemment arrivées au Canada et qui veulent s'établir au pays, et un grand nombre de réseaux et d'associations soutiennent leur travail sur le terrain.

- À l'échelle nationale, le [Conseil canadien pour les réfugiés](#) compte parmi ses membres des centaines d'organisations de partout au pays qui offrent des services dans différents secteurs.
- Il existe dans de nombreuses provinces des associations qui appuient les organismes locaux offrant des services aux immigrants et aux réfugiés. Au Manitoba, l'[association des organismes offrant des services aux nouveaux arrivants](#) (MANSO) compte parmi ses membres 76 organisations. Le site Web de la MANSO énumère dix autres réseaux nationaux et régionaux dont cette association fait partie. En Ontario, le [Conseil ontarien d'agences au service des immigrantes](#) (OCASI) compte plus de 200 organisations parmi ses membres et exploite de nombreux programmes en vue de soutenir le secteur et ses communautés clientes, et de défendre leurs intérêts.

Organismes de coordination nationaux

Certains organismes sans but lucratif ont le même nom et le même mandat, mais sont des organismes indépendants soutenus par un organisme national. Par exemple, des centres YWCA partout au Canada sont membres de [YWCA Canada](#), soit l'organisme national qui assure la coordination et offre un éventail de mesures de soutien.